

Art. 2. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

ANNEXE

Règlement pris en exécution de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, concernant les clubs de football professionnel de haut niveau

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent règlement, l'on entend par :

1° « la loi » : la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces ;

2° « blanchiment de capitaux et financement du terrorisme » : les pratiques visées aux articles 2 et 3 de la loi ;

3° « club » : le club de football professionnel de haut niveau, défini à l'article 4, 43°, de la loi ;

4° « bénéficiaire effectif » : la personne visée à l'article 4, 27°, de la loi ;

5° « responsable anti-blanchiment » : la personne visée à l'article 9, § 1^{er}, de la loi ;

6° « responsable opérationnel » : la personne visée à l'article 9, § 2, de la loi ;

7° « caractéristique, opération ou fait atypique » : une caractéristique, opération ou fait qui n'est pas cohérent, entre autres, par rapport aux caractéristiques du client, à l'objet et à la nature de la relation d'affaires ou de l'opération concernée, ou au profil de risque du client ;

8° « CTIF » : la Cellule de traitement des informations financières, visée à l'article 76 de la loi ;

9° « Inspection économique » : la Direction générale de l'Inspection économique du Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie, qui est chargé du contrôle visé à l'article 85, § 1^{er}, 5°, et § 3, de la loi.

§ 2. Au sens de l'article 21, § 1^{er}, de la loi, il faut entendre par « clients » les catégories de personnes suivantes, lorsqu'elles concluent avec le club un contrat d'un montant égal ou supérieur à 10 000 euros :

1° « client - spectateur » : la personne qui souscrit auprès d'un club, un abonnement ou un ou plusieurs produits ou services ;

2° « client - sponsor » : la personne qui bénéficie d'une visibilité en lien avec le club via notamment des publicités, l'affichage de sa marque, la remise de cadeaux... ;

3° « client - club de football » : toutes les entreprises qui possèdent ou gèrent un club, quel que soit son lieu d'établissement ou la compétition dans laquelle il concourt ;

4° « client - agent sportif » : toute personne physique ou morale assurant des services de placement privé dans le secteur du football pour des sportifs rémunérés potentiels ou pour le compte d'employeurs en vue de la conclusion d'un contrat de travail pour des sportifs rémunérés ou en vue de leur transfert d'un club à l'autre ;

5° « client - locataire » : la personne qui loue à un club, un ou plusieurs espaces ;

6° client – fédération sportive : l'UEFA, la FIFA, l'URBSFA, la S.A. Pro League et l'asbl Pro League ;

7° client – prêteur : toute personne physique ou morale qui consent un crédit au club et dont l'activité n'est pas réglementée dans un Etat membre de l'Union européenne.

Ne sont notamment pas des clients au sens de la loi, les personnes suivantes :

1° les personnes qui investissent en capital dans un club ;

Art. 2. De minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

BIJLAGE

Reglement ter uitvoering van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, aangaande professionele topvoetbalclubs

HOOFDSTUK I. — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit reglement wordt verstaan onder:

1° “de wet”: de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten;

2° “witwassen van geld en financiering van terrorisme”: de praktijken zoals bedoeld in de artikelen 2 en 3 van de wet;

3° “club”: de professionele topvoetbalclub bedoeld in artikel 4, 43°, van de wet;

4° “uiteindelijke begunstigde”: de persoon als bedoeld in artikel 4, 27°, van de wet;

5° “antiwitwasverantwoordelijke”: de persoon als bedoeld in artikel 9, § 1, van de wet;

6° “operationeel verantwoordelijke”: de persoon als bedoeld in artikel 9, § 2, van de wet;

7° “atypisch kenmerk, atypische verrichting of atypisch feit”: een kenmerk dat, een verrichting die of een feit dat niet strookt, onder andere, met de kenmerken van de cliënt, met het doel en de aard van de zakelijke relatie of van de betrokken verrichting, of met het risicoprofiel van de cliënt;

8° “CFI”: de Cel voor financiële informatieverwerking zoals bedoeld in artikel 76 van de wet;

9° “Economische Inspectie”: de Algemene Directie Economische Inspectie van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, die belast is met het toezicht zoals bedoeld in artikel 85, § 1, 5°, en § 3, van de wet.

§ 2. In de zin van artikel 21, § 1, van de wet dient “cliënten” te worden begrepen als de volgende categorieën van personen, wanneer zij met de club een overeenkomst sluiten voor een bedrag gelijk aan of hoger dan 10.000 euro:

1° “cliënt - toeschouwer”: de persoon die bij een club een abonnement of één of meerdere producten of diensten afneemt;

2° “cliënt - sponsor”: de persoon die voordeel haalt uit een zichtbaarheid in verband met de club, met name door middel van reclame, het tonen van zijn merk, het geven van geschenken...;

3° “cliënt - voetbalclub”: elke onderneming die een club bezit of beheert, ongeacht de plaats waar de club is gevestigd of de competitie waarin zij speelt;

4° “cliënt - sportmakelaar”: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die in de voetbalsector particuliere arbeidsbemiddeling verricht voor potentiële betaalde sporters of voor rekening van werkgevers met het oog op het sluiten van een arbeidsovereenkomst voor betaalde sporters of met het oog op hun transfer van de ene club naar de andere;

5° “cliënt - huurder”: de persoon die één of meer ruimten huurt van een club;

6° “cliënt - sportfederatie”: UEFA, FIFA, KBVB, Pro League nv en Pro League vzw;

7° “cliënt - kredietgever”: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een krediet verleent aan een club en waarvan de activiteit niet gereguleerd is in een lidstaat van de Europese Unie.

Zijn met name geen cliënten in de zin van de wet, de volgende personen:

1° personen die kapitaal investeren in een club;

2° les personnes qui sont exclusivement liées au club par un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ou de de la loi du 24 février 1978 relative au contrat de travail des sportifs rémunérés ;

3° les volontaires au sens de l'article 3, 2°, de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires ;

4° le club qui, dans le cadre d'un transfert de joueur, reçoit du club des indemnités de formation ou de solidarité en application du Règlement du Statut et du Transfert des joueurs publié par la FIFA ;

5° les fournisseurs qui ne sont pas des clients sponsors.

Art. 2. Les dispositions du présent règlement sont applicables aux clubs.

Si le club fait un usage complet et adéquat des procédures et outils mis à sa disposition par une association professionnelle de commun accord avec le SPF Economie, il est présumé satisfaisant aux obligations édictées aux articles 7 à 35 et 37 à 46 de la loi.

CHAPITRE II. — Obligations de vigilance

Section I^{re}. — Moment des obligations de vigilance

Art. 3. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 31 et conformément aux articles 30 et 34 de la loi, le club prend les mesures d'identification et de vérification de l'identité du client tel que visé à l'article 1^{er}, § 2, et, le cas échéant, de ses mandataires et bénéficiaires effectifs, d'une part, ainsi que les mesures d'identification des caractéristiques du client et de l'objet et la nature de la relation d'affaires ou de l'opération occasionnelle envisagée, figurant aux articles 4 et 5, d'autre part :

1° si le contrat a pour objet le transfert d'un joueur : avant l'encodage de ce transfert dans le programme Transfert Management System de la FIFA (« FIFA-TMS ») ;

2° dans les autres cas : avant de conclure un contrat avec ce client.

Les documents ou sources produits pour la vérification, doivent être rédigés ou traduits dans une langue compréhensible pour le responsable opérationnel.

§ 2. Le club examine tout au long de la relation d'affaires, si les paiements présentent les caractéristiques mentionnées à l'article 4, 7°.

En cas de relation d'affaires, le club actualise les données d'identification et d'analyse de risques lorsque des éléments pertinents au regard de l'évaluation individuelle des risques sont modifiés et, à défaut d'autres périodicités définies dans son analyse globale des risques, au minimum aux intervalles suivants :

1° client - spectateur : tous les 5 ans ;

2° client - sponsor : tous les 2 ans ;

3° client - club de football : tous les 2 ans ;

4° client - agent sportif : tous les ans ;

5° client - locataire : tous les 5 ans ;

6° client - prêteur : tous les 2 ans ;

7° tout type de client : dès qu'un paiement présente une ou plusieurs caractéristiques mentionnées à l'article 4, 7°.

§ 3. Conformément aux articles 33, § 1^{er}, et 34, § 3, de la loi, lorsque le club n'arrive pas à prendre ces mesures de vigilance vis-à-vis d'un client ou, le cas échéant, d'un mandataire ou d'un bénéficiaire effectif, il ne peut conclure le contrat envisagé avec lui.

En outre, le club examine s'il y a lieu d'en informer la CTIF, conformément à l'article 46 de la loi.

Section II. — Facteurs de risques

Art. 4. Les facteurs de risques à analyser en vertu des articles 34, § 1^{er}, et 35, § 1^{er}, de la loi sont notamment les suivants :

1° pour ce qui concerne un client personne physique ou morale :

a) le client, le mandataire ou un bénéficiaire effectif est établi dans un pays repris sur la liste de pays à haut risques, tenue par le SPF Finances (<https://finances.belgium.be/fr/pays-hauts-risques>) ;

b) le client, le mandataire ou un bénéficiaire effectif est une personne notoirement impliquée dans des autres opérations douteuses ;

2° personen die uitsluitend met de club verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten of van de wet van 24 februari 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst voor betaalde sportbeoefenaars;

3° vrijwilligers in de zin van artikel 3, 2°, van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers;

4° een club die, in het kader van een transfer van een speler, van de club een opleidings- of solidariteitsvergoeding ontvangt overeenkomstig het door de FIFA gepubliceerde Reglement betreffende het Statuut en de Transfer van spelers;

5° leveranciers die geen cliënten-sponsors zijn.

Art. 2. De bepalingen van dit reglement zijn van toepassing op de clubs.

Indien de club volledig en op de gepaste wijze gebruik maakt van de procedures en tools die door een beroepsvereniging in onderling overleg met de FOD Economie ter beschikking worden gesteld, wordt zij vermoed te voldoen aan de verplichtingen opgenomen in de artikelen 7 tot en met 35 en 37 tot en met 46 van de wet.

HOOFDSTUK II. — Waakzaamheidsverplichtingen

Afdeling I. — Tijdstip van de waakzaamheidsverplichtingen

Art. 3. § 1. Onverminderd artikel 31 en overeenkomstig de artikelen 30 en 34 van de wet neemt de club enerzijds de maatregelen ter identificatie en verificatie van de identiteit van de cliënt als bedoeld in artikel 1, § 2, en, in voorkomend geval, van zijn lasthebbers en uiteindelijke begunstigden, en anderzijds de maatregelen ter identificatie van de kenmerken van de cliënt en het doel en de aard van de zakelijke relatie of de voorgenomen occasionele verrichting, bedoeld in de artikelen 4 en 5:

1° indien de overeenkomst betrekking heeft op de transfer van een speler: voordat deze transfer wordt ingevoerd in het FIFA Transfert Management System ("FIFA-TMS");

2° in andere gevallen: vóór het sluiten van een overeenkomst met die cliënt.

De documenten of bronnen die voor de verificatie worden voorgelegd, moeten zijn opgesteld of vertaald in een taal die door de operationeel verantwoordelijke kan worden begrepen.

§ 2. De club onderzoekt gedurende de hele zakelijke relatie of de betalingen de in artikel 4, 7°, genoemde kenmerken vertonen.

In geval van een zakelijke relatie werkt de club de identificatie- en risicoanalysegegevens bij wanneer elementen die relevant zijn voor de individuele risicobeoordeling veranderen en, indien in haar algemene risicoanalyse geen andere frequentie is vastgesteld, ten minste met de volgende tussenpozen:

1° cliënt - toeschouwer: om de 5 jaar;

2° cliënt - sponsor: om de 2 jaar;

3° cliënt - voetbalclub: om de 2 jaar;

4° cliënt - sportmakelaar: elk jaar;

5° cliënt - huurder: om de 5 jaar;

6° cliënt - kredietgever: om de 2 jaar;

7° elk soort cliënt: zodra een betaling één of meer van de in artikel 4, 7°, genoemde kenmerken vertoont.

§ 3. Overeenkomstig de artikelen 33, § 1, en 34, § 3, van de wet mag de club, wanneer ze deze waakzaamheidsmaatregelen ten aanzien van een cliënt of, in voorkomend geval, ten aanzien van een lasthebber of een uiteindelijke begunstigde, niet kan nemen, de beoogde overeenkomst met hem niet sluiten.

Daarnaast gaat de club na of er een reden is om de CFI te informeren, overeenkomstig artikel 46 van de wet.

Afdeling II. — Risicofactoren

Art. 4. De te analyseren risicofactoren in toepassing van de artikelen 34, § 1, en 35, § 1, van de wet, zijn in het bijzonder de volgende:

1° voor wat betreft een cliënt - natuurlijke persoon of rechtspersoon:

a) de cliënt, de lasthebber of een uiteindelijke begunstigde is gevestigd in een land vermeld in de door de FOD Financiën bijgehouden lijst van landen met een hoog risico (<https://financien.belgium.be/nl/landen-met-een-hoog-risico>);

b) de cliënt, de lasthebber of een uiteindelijke begunstigde is notoïr betrokken bij dubieuze verrichtingen;

c) l'identification a été opérée à distance sur la base d'une copie d'un document probant mais sans garantie telle qu'une signature électronique qualifiée ou un cachet électronique qualifié ;

d) le client, mandataire ou bénéficiaire effectif est une personne politiquement exposée ou un membre de sa famille, visé à l'article 4, 28° et 29°, de la loi ;

e) le client présente des caractéristiques inhabituelles ;

f) le client est manifestement un homme de paille ;

g) le client a fait l'objet de sanctions pénales ou administratives ou de sanctions disciplinaires infligées par la FIFA ou l'une de ses fédérations membres ou a fait l'objet d'une publicité négative (par exemple www.offshoreleaks.icji.org) ;

h) le client a fait l'objet de sanctions disciplinaires infligées par la FIFA ou l'une de ses fédérations membres pour des faits liés à sa gestion financière ou administrative. Ces sanctions sont liées notamment :

i. à la conclusion d'une transaction par l'intermédiaire d'un agent non-enregistré ;

ii. à la conclusion d'une transaction sans l'accord préalable de la clearing house ou d'une autre autorité compétente ;

iii. au non-respect d'une interdiction de paiement pour des services en faveur de mineurs ;

iv. au non-respect de l'interdiction de la double représentation par un agent dans une transaction (club et joueur) ;

v. à l'absence d'une politique interne pour les relations avec les agents de joueurs ;

2° en ce qui concerne un client personne morale :

a) les bénéficiaires effectifs sont des personnes pour lesquelles il n'a pas été possible d'identifier le lieu ou la date de naissance ou l'adresse ;

b) le client est une société étrangère dont une part importante du capital est représentée par des actions au porteur susceptibles de changer aisément de propriétaire à l'insu du club ;

c) le client est un trust, une association de fait ou une autre structure juridique dont une bonne connaissance requiert une analyse plus approfondie, par exemple une structure juridique complexe ou transnationale pour des sociétés autres que des sociétés anonymes ou équivalentes ;

d) le client est une société en formation ;

e) le client existe depuis moins de douze mois ;

f) le gérant ou la majorité des administrateurs sont en fonction depuis moins de douze mois ;

g) le client est une Limited ou une société à responsabilité illimitée, à savoir une société simple, une société en nom collectif (SNC) ou une société en commandite (SComm) ou une société étrangère similaire ;

h) le mandataire ou des associés sont manifestement des hommes de paille, par exemple visiblement incompetents pour gérer une entreprise, ne parlent aucune langue d'affaires, ont un mandat limité à la conclusion du contrat ;

i) l'activité du client n'est pas claire ou ne correspond pas à l'activité décrite dans la Banque carrefour des entreprises ou dans ses statuts ;

j) les gérants ou les administrateurs changent fréquemment ;

3° en ce qui concerne un client – sponsor :

a) la demande de sponsoring de ce client n'est pas cohérente avec ses activités ;

b) le sponsor n'exerce pas d'activité professionnelle en Belgique ;

4° en ce qui concerne un client - club de football :

a) le prix du transfert d'un joueur doit être payé par ou sur plusieurs comptes bancaires ;

b) le prix de transfert d'un joueur est payé par ou sur un compte tenu dans un pays différent du lieu d'établissement du club ;

c) le prix du transfert d'un joueur payé ne correspond pas à celui prévu dans le contrat ;

d) le prix de transfert d'un joueur varie fortement entre son arrivée et son départ du même club, sans raison économiquement ou sportivement justifiable ;

c) de identificatie gebeurde op afstand aan de hand van een kopie van een bewijsstuk maar zonder garantie zoals een gekwalificeerde elektronische handtekening of een gekwalificeerde elektronische stempel;

d) de cliënt, lasthebber of uiteindelijke begunstigde is een politiek prominent persoon of een familielid, zoals bepaald in artikel 4, 28° en 29°, van de wet;

e) de cliënt vertoont ongebruikelijke kenmerken;

f) de cliënt is duidelijk een stroman;

g) de cliënt kreeg strafrechtelijke of administratieve sancties of disciplinaire sancties door de FIFA of een van haar ledenfederaties, of was het voorwerp van negatieve publiciteit (bijvoorbeeld www.offshoreleaks.icji.org);

h) de cliënt kreeg disciplinaire sancties opgelegd door de FIFA of een van haar ledenfederaties wegens feiten die verband houden met zijn financieel of administratief beheer. Die sancties hebben met name betrekking op:

i. het sluiten van een transactie via een niet-geregistreerde makelaar;

ii. het sluiten van een transactie zonder voorafgaand akkoord van het clearing house of van een andere bevoegde autoriteit;

iii. de niet-naleving van een verbod op betaling voor diensten aan minderjarigen;

iv. de niet-naleving van het verbod op dubbele vertegenwoordiging door een makelaar bij een transactie (club en speler);

v. het ontbreken van een intern beleid voor de relaties met de spelersmakelaars;

2° voor wat betreft cliënt – rechtspersoon:

a) de uiteindelijke begunstigten zijn personen van wie de geboorteplaats of -datum of hun adres, niet kon worden geïdentificeerd;

b) de cliënt is een buitenlandse vennootschap waarvan een aanzienlijk deel van het kapitaal wordt vertegenwoordigd door aandelen aan toonder die gemakkelijk van eigenaar kunnen veranderen zonder dat de club daarvan op de hoogte is;

c) de cliënt is een trust, een feitelijke vereniging of een andere juridische structuur waarvan een goede kennis een meer diepgaande analyse vereist, bijvoorbeeld een complexe of supranationale juridische structuur voor andere vennootschappen dan naamloze of vergelijkbare vennootschappen;

d) de cliënt is een vennootschap in oprichting;

e) de cliënt bestaat minder dan twaalf maanden;

f) de zaakvoerder of de meerderheid van de bestuurders zijn minder dan twaalf maanden in functie;

g) de cliënt is een Limited of een vennootschap met onbeperkte aansprakelijkheid, d.w.z. een maatschap, een vennootschap onder firma (VOF) of een commanditaire vennootschap (CommV) of een gelijkaardige buitenlandse vennootschap;

h) de lasthebber of vennoten zijn duidelijk stromannen, bijvoorbeeld zichtbaar onbekwaam om een onderneming te beheren, spreken geen zakelijke taal, hun mandaat is beperkt tot het sluiten van de overeenkomst;

i) de activiteit van de cliënt is niet duidelijk of komt niet overeen met de activiteit beschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen of in zijn statuten;

j) de zaakvoerders of de bestuurders wisselen regelmatig;

3° voor wat betreft een cliënt – sponsor:

a) het verzoek om sponsoring van deze cliënt strookt niet met zijn activiteiten;

b) de sponsor is niet beroepsmatig actief in België;

4° voor wat betreft een cliënt – voetbalclub:

a) de transferprijs van een speler moet worden betaald via of op meerdere bankrekeningen;

b) de transferprijs van een speler wordt betaald via of op een rekening in een ander land dan de plaats van vestiging van de club;

c) de betaalde transferprijs van een speler komt niet overeen met de prijs in de overeenkomst;

d) de transferprijs van een speler varieert sterk tussen zijn aankomst en zijn vertrek bij dezelfde club, zonder dat daarvoor een economische of sportgerelateerde reden bestaat;

e) un joueur a joué pendant une très courte période dans son club, en particulier lorsque le transfert intervient pendant la même période de transfert ;

f) il existe un lien (mêmes actionnaires par exemple) entre les clubs entre lesquels a lieu le transfert d'un joueur ;

g) le club n'est pas enregistré dans FIFA TMS ;

5° en ce qui concerne un client - agent sportif :

a) le montant de la commission sur le prix de transfert d'un joueur doit être payé par ou sur plusieurs comptes bancaires ou sur le compte d'un autre agent ou répartition entre plusieurs agents ;

b) le montant de la commission sur le prix de transfert d'un joueur est payé par ou sur un compte tenu dans un pays différent du lieu d'établissement de l'agent ;

c) l'agent n'est pas enregistré par une fédération sportive ;

6° en ce qui concerne un « client - locataire » :

le client demande à se domicilier au stade ;

7° en ce qui concerne les opérations :

a) les paiements sont effectués à partir de ou vers un compte géré par une institution financière établie dans un pays repris sur la liste de pays à haut risques, tenue par le SPF Finances (<https://finances.belgium.be/fr/pays-hauts-risques>), ou dans un pays figurant à l'article 179 de l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 ;

b) les paiements sont incohérents sur le plan économique ou fiscal et présentent plusieurs caractéristiques inhabituelles ; par exemple, les paiements ne sont pas effectués à partir d'un des comptes bancaires du client mais à partir du compte d'un tiers n'ayant aucun lien avec le client en tant qu'entreprise.

Section III. — Facteurs empêchant la conclusion d'un contrat

Art. 5. Les facteurs empêchant l'entrée en relation d'affaires ou la conclusion d'un contrat sont notamment les suivants :

1° il n'est pas possible d'identifier ou de vérifier l'identité du client, de son mandataire ou d'un bénéficiaire effectif au moment déterminé à l'article 30 ou 31 de la loi, conformément à l'article 33, § 1^{er}, de la loi ;

2° il n'est pas possible d'identifier les caractéristiques du client, de son mandataire ou d'un bénéficiaire effectif visées à l'article 21 de la loi, au moment déterminé à l'article 30 ou 31 de la loi, conformément à l'article 34, § 3, de la loi ;

3° le client ou son mandataire indique ou laisse clairement apparaître qu'il ne souhaite pas utiliser d'autres moyens de paiement qu'un paiement en espèces au-delà du montant autorisé par l'article 67 de la loi ;

4° le client, le mandataire ou un bénéficiaire effectif figure sur la liste de personnes et d'entités auxquelles s'appliquent des mesures de gel, tenue par le SPF Finances.

Section IV. — Rapport écrit, communication à la CTIF et mesures de vigilance renforcée

Art. 6. Conformément à l'article 45 de la loi, le club établit un rapport écrit sur toute opération ou tout fait atypique, notamment lorsqu'il présente les facteurs visés aux articles 4 et 5.

Art. 7. En outre, si l'examen de ces opérations ou faits atypiques fait apparaître un soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, en particulier dans les cas visés aux articles 4 et 5, le club en informe la CTIF, conformément aux articles 47 à 51 de la loi.

La communication à la CTIF vaut rapport tel que prévu à l'article 6.

CHAPITRE III. — Organisation interne

Section 1^{re}. — Conservation des documents

Art. 8. § 1^{er}. Le club conserve sur quelque support que ce soit, lisible par les tiers, pendant dix ans à dater de l'exécution complète d'un contrat ou, le cas échéant, de la fin de la relation d'affaires :

1° les données relatives à l'identification du client et, le cas échéant, de ses mandataires et de ses bénéficiaires effectifs ; et

e) een speler heeft een zeer korte periode bij zijn club gespeeld, in het bijzonder wanneer de transfer tijdens dezelfde transferperiode plaatsvindt;

f) er is een verband (bijvoorbeeld dezelfde aandeelhouders) tussen de clubs waartussen de spelertransfer plaatsvindt;

g) de club is niet bij FIFA TMS geregistreerd;

5° voor wat betreft een cliënt - sportmakelaar:

a) het bedrag van de commissie op de transferprijs van een speler moet worden betaald via of op meerdere bankrekeningen of op de rekening van een andere makelaar of moet worden verdeeld over meerdere makelaars;

b) het bedrag van de commissie op de transferprijs van een speler wordt betaald via of op een rekening in een ander land dan de plaats van vestiging van de makelaar;

c) de makelaar is niet geregistreerd bij een sportfederatie;

6° voor wat betreft een "cliënt - huurder":

de cliënt vraagt om in het stadion gedomicilieerd te zijn;

7° voor wat betreft de verrichtingen:

a) de betalingen worden uitgevoerd vanaf of naar een rekening die wordt beheerd door een financiële instelling die is gevestigd in een land vermeld in de door de FOD Financiën bijgehouden lijst van landen met een hoog risico (<https://financien.belgium.be/nl/landen-met-een-hoog-risico>), of in een land vermeld in artikel 179 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

b) de betalingen zijn economisch of fiscaal incoherent en vertonen meerdere ongebruikelijke kenmerken; bijvoorbeeld de betalingen worden niet uitgevoerd vanaf een van de bankrekeningen van de cliënt, maar vanaf een rekening van een derde die geen enkele link heeft met de cliënt als onderneming.

Afdeling III. — Factoren die het sluiten van een overeenkomst verhinderen

Art. 5. De factoren die het aangaan van een zakelijke relatie of het sluiten van een overeenkomst verhinderen zijn in het bijzonder de volgende:

1° het is niet mogelijk de cliënt, zijn lasthebber of een uiteindelijke begunstigde te identificeren of hun identiteit te verifiëren op het in artikel 30 of 31 van de wet bepaalde tijdstip, overeenkomstig artikel 33, § 1, van de wet;

2° het is niet mogelijk de in artikel 21 van de wet bedoelde kenmerken van de cliënt, zijn lasthebber of een uiteindelijke begunstigde te identificeren op het in artikel 30 of 31 van de wet bepaalde tijdstip, overeenkomstig artikel 34, § 3, van de wet;

3° de cliënt of zijn lasthebber geeft aan of laat duidelijk blijken dat hij geen andere betaalmiddelen dan contanten wenst te gebruiken voor een bedrag hoger dan het door artikel 67 van de wet toegelaten bedrag;

4° de cliënt, de lasthebber of een uiteindelijke begunstigde komt voor op de door de FOD Financiën bijgehouden lijst van personen of entiteiten op wie bevroeringsmaatregelen van toepassing zijn.

Afdeling IV. — Schriftelijk verslag, mededeling aan de CFI en verscherpte waakzaamheidsmaatregelen

Art. 6. Overeenkomstig artikel 45 van de wet, stelt de club een schriftelijk verslag op over elke atypische verrichting of elk atypisch feit, in het bijzonder in aanwezigheid van de factoren bedoeld in de artikelen 4 en 5.

Art. 7. Indien het onderzoek van die atypische verrichtingen of feiten bovendien een vermoeden van witwassen van geld of financiering van terrorisme doet ontstaan, in het bijzonder in de gevallen bedoeld in de artikelen 4 en 5, brengt de club de CFI daarvan op de hoogte, overeenkomstig de artikelen 47 tot 51 van de wet.

De mededeling aan de CFI vormt een verslag als bedoeld in artikel 6.

HOOFDSTUK III. — Interne organisatie

Afdeling I. — Bewaring van de documenten

Art. 8. § 1. De club bewaart, op welke gegevensdrager ook, door derden leesbaar, gedurende tien jaar vanaf de volledige uitvoering van de overeenkomst of, in voorkomend geval, vanaf het einde van de zakelijke relatie:

1° de identificatiegegevens van de cliënt en, in voorkomend geval, van zijn lasthebbers en van zijn uiteindelijke begunstigden; alsook

2° les données relatives à l'évaluation des risques, prévue à l'article 34 de la loi ou le résultat de cette évaluation si elle a été effectuée au moyen de l'outil visé à l'article 2, alinéa 2.

Il conserve également, pendant la période prévue à l'alinéa 1^{er} :

1° soit une copie, sur quelque support que ce soit, des documents probants ayant servi à la vérification de l'identité de ces clients conformément aux dispositions des chapitres II et III du titre 3 de la loi ;

2° soit, conformément à l'article 61 de la loi, une référence permettant de produire immédiatement ces documents, telle qu'une référence au *Moniteur belge* ou à une autre publication officielle.

§ 2. Sans préjudice d'autres dispositions, notamment l'article III.86 du Code de droit économique, le club conserve pendant une période de dix ans à partir de l'exécution complète d'un contrat, une copie sur quelque support que ce soit, des pièces suivantes :

1° une copie du contrat et des avenants éventuels ;

2° le rapport écrit sur les opérations ou faits atypiques, reprenant notamment les facteurs de risque et les facteurs empêchant la conclusion d'un contrat, visés aux articles 4 et 5.

Section II. — Formation et sensibilisation des employés

Art. 9. Le club prend les mesures appropriées pour sensibiliser ses travailleurs et ses représentants aux dispositions de la loi et du présent règlement.

Ces mesures comprennent l'information des travailleurs et des représentants afin de leur permettre de reconnaître les opérations et les faits qui peuvent être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme et afin de les instruire sur la manière de procéder en pareil cas.

La fourniture d'informations tel qu'indiquée à l'alinéa 1^{er}, s'adresse spécialement aux travailleurs et représentants qui entrent effectivement en contact avec des clients dans un cadre susceptible de poser des questions sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Section III. — Désignation des responsables anti-blanchiment

Art. 10. § 1^{er}. Le club désigne un responsable anti-blanchiment, conformément à l'article 9, § 1^{er}, de la loi.

§ 2. Le club désigne au moins un responsable opérationnel, conformément à l'article 9, § 2, de la loi.

§ 3. Les responsables opérationnels, visés au paragraphe 2, disposent au sein de l'organisme de l'honorabilité et de l'expérience professionnelle, du niveau hiérarchique et des pouvoirs qui sont nécessaires à l'exercice effectif et autonome de ces fonctions.

§ 4. Les responsables opérationnels veillent à la mise en œuvre :

1° des procédures de contrôle interne, de la fourniture et de la centralisation des informations afin de prévenir, de détecter et d'empêcher des opérations ayant trait au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme ;

2° de la formation interne, visée à l'article 8 de la loi ;

3° de la rédaction ou de la supervision du rapport écrit sur les opérations atypiques, visé à l'article 46 de la loi ;

4° de la transmission des informations à la CTIF, et du traitement de l'information qui en provient.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 mars 2023 portant approbation du règlement pris en exécution de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces, concernant les clubs de football professionnel de haut niveau.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

2° de gegevens betreffende de in artikel 34 van de wet bedoelde risicobeoordeling of het resultaat van die beoordeling indien deze werd uitgevoerd met behulp van het in artikel 2, tweede lid, bedoelde instrument.

Ze bewaart ook, gedurende de periode bedoeld in het eerste lid:

1° ofwel een kopie, op welke gegevensdrager ook, van de bewijsstukken die hebben gediend voor de verificatie van de identiteit van die cliënten overeenkomstig de bepalingen van de hoofdstukken II en III van titel 3 van de wet;

2° ofwel, overeenkomstig artikel 61 van de wet, een verwijzing aan de hand waarvan die documenten onmiddellijk kunnen worden voorgelegd, zoals een verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* of een andere officiële publicatie.

§ 2. Onverminderd andere bepalingen, in het bijzonder artikel III.86 van het Wetboek van economisch recht, bewaart de club gedurende een periode van tien jaar vanaf de volledige uitvoering van een overeenkomst, op welke informatiedrager ook, een kopie van de volgende stukken:

1° een kopie van de overeenkomst en van de eventuele aanhangsels;

2° het schriftelijk verslag over de atypische verrichtingen of feiten, met daarin met name de risicofactoren en de factoren die het sluiten van een overeenkomst verhinderen, zoals bedoeld in de artikelen 4 en 5.

Afdeling II. — Opleiding en sensibilisering van de werknemers

Art. 9. De club neemt passende maatregelen om haar werknemers en haar vertegenwoordigers vertrouwd te maken met de bepalingen van de wet en van dit reglement.

Deze maatregelen houden in dat de werknemers en vertegenwoordigers informatie ontvangen die hen in staat stelt om de verrichtingen en de feiten te onderkennen die verband kunnen houden met het witwassen van geld of met financiering van terrorisme, en om hen te leren hoe in dergelijke gevallen moet worden gehandeld.

De informatieverstrekking zoals bedoeld in het eerste lid richt zich in het bijzonder tot de werknemers en vertegenwoordigers die daadwerkelijk in aanraking komen met cliënten in een verband waarin er vragen over het witwassen van geld en de financiering van terrorisme kunnen worden gesteld.

Afdeling III. — Aanwijzing van antiwitwasverantwoordelijken

Art. 10. § 1. De club wijst een antiwitwasverantwoordelijke aan overeenkomstig artikel 9, § 1, van de wet.

§ 2. De club wijst ten minste één operationeel verantwoordelijke aan overeenkomstig artikel 9, § 2, van de wet.

§ 3. De operationeel verantwoordelijken, bedoeld in paragraaf 2, beschikken binnen de onderneming over de betrouwbaarheid, de beroepservaring, het hiërarchische niveau en de bevoegdheden die nodig zijn om die functie effectief en autonoom te kunnen uitoefenen.

§ 4. De operationeel verantwoordelijken zien erop toe met de tenuitvoerlegging van:

1° de procedures voor interne controle, informatieverstrekking en -centralisatie om verrichtingen die verband houden met het witwassen van geld en de financiering van terrorisme te voorkomen, op te sporen en te verhinderen;

2° de interne opleiding zoals bedoeld in artikel 8 van de wet;

3° het opstellen of het superviseren van het schriftelijk verslag over de atypische verrichtingen zoals bedoeld in artikel 46 van de wet;

4° het doorgeven van de inlichtingen aan de CFI en het verwerken van informatie afkomstig van de CFI.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 20 maart 2023 tot goedkeuring van het reglement ter uitvoering van de wet van 18 september 2017 tot voorkoming van het witwassen van geld en de financiering van terrorisme en tot beperking van het gebruik van contanten, aangaande professionele topvoetbalclubs.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE